



*Au service  
des peuples  
et des nations*



*for a living planet®*

Gouvernance, politiques de gestion des ressources marines et réduction de la pauvreté dans l'Ecorégion WAMER (Mauritanie, Sénégal, Gambie, Guinée-Bissau, Guinée, Sierra Léone et Cap-Vert.

Plan de travail et budget des activités de démarrage

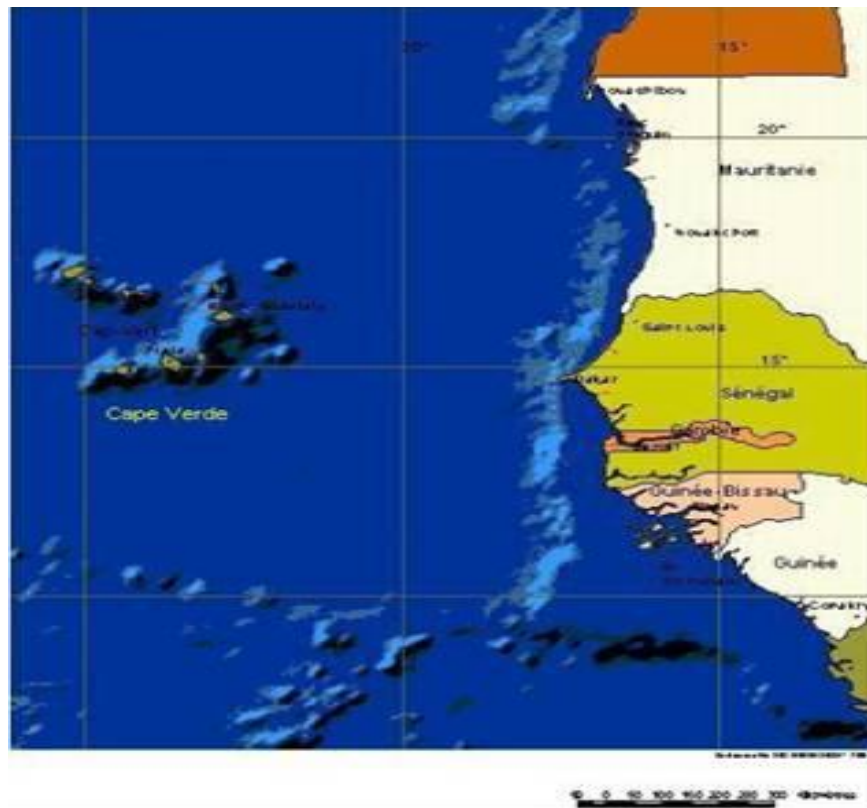
## SOMMAIRE

---

INTRODUCTION .....	2
I. DESCRIPTION DES ACTIVITES DE DEMARRAGE.....	5
1.1. Activités et produits attendus .....	5
1.2. Description des Activités de la phase de démarrage .....	9
II. DONNEES FINANCIERES.....	13
2.1. Moyens et budget par activité de la phase démarrage .....	13
2.2. Estimation par rubrique de dépenses et par source de financement .....	16

## INTRODUCTION

L'écorégion WAMER, s'étend sur plus de 700 km de côtes. Les upwellings et les apports des fleuves et des estuaires enrichissent les eaux de cette écorégion et en font une des zones les plus poissonneuses du monde. Cette richesse des eaux de l'écorégion, combinée aux mauvais rendements de l'agriculture, a attiré vers la côte une bonne part de la population de l'écorégion. C'est ainsi que plus de 60 % de la population de l'écorégion (soit plus 21 000 000) vivent sur la côte.



Carte de l'Ecorégion WAMER

Les défis majeurs qui se posent dans la gestion et la conservation des ressources marines et côtières vivantes de l'écorégion, la lutte contre la pauvreté et la recherche de la sécurité alimentaire sont :

- la crise du secteur de la pêche du fait de la surexploitation des ressources et de la dégradation de l'environnement marin et côtier ;
- les défaillances des politiques et des institutions publiques et privées qui se conjuguent douloureusement dans un contexte de raréfaction des ressources ;
- le manque de cohérence entre les politiques des différents secteurs de l'économie des pays qui a quelquefois des impacts négatifs sur la sécurité alimentaire et les initiatives de réduction de la pauvreté;
- la pêche illicite exercée par des bateaux nationaux, sous-régionaux et des flottilles de pêche lointaines (Europe et Asie surtout) ;

- les faibles capacités de la Société Civile dont l'impact des actions est encore bien en deçà de son potentiel réel;
- les menaces que constituent la dégradation et la perte de la biodiversité pour la lutte contre la pauvreté dans l'écorégion où les populations pauvres sont très dépendantes des ressources marines et côtières;
- les difficultés pour assurer la sécurité alimentaire et atteindre les OMD à la suite de la dégradation des ressources marines et côtières (surtout des ressources halieutiques);
- le réseau d'Aires Marines Protégées (AMP) mis en place dans l'écorégion WAMER afin de reconstituer les stocks halieutiques et conserver la biodiversité marine et côtière connaît des problèmes liés à l'insuffisance des financements, le manque de ressources humaines bien formées et d'équipement ;
- Les bénéfices environnementaux et socio-économiques tirés de ces AMP par les populations locales, bien que potentiellement très élevés, sont pour le moment faibles.

Pour faire face à ces défis, le PNUD, le WWF WAMPO et l'Association d'Aide au Développement APTE ont développé ce projet qui porte sur la gouvernance, les politiques de gestion des ressources marines et la réduction de la pauvreté dans l'Ecorégion WAMER. Ce projet d'une durée de quatre ans a un budget total de 10,5 millions d'euros dont un cofinancement du PNUD et du WWF WAMPO de 500 000 euros.

L'objectif général de ce projet est de contribuer à la réduction de la pauvreté et au renforcement de la sécurité alimentaire des communautés côtières de l'écorégion WAMER. L'objectif spécifique est d'améliorer la gouvernance et de promouvoir l'adoption de bonnes pratiques en matière d'utilisation durable des ressources marines et côtières dans l'écorégion WAMER. Pour atteindre cet objectif spécifique, les résultats attendus suivants ont été identifiés :

RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS DE RESULTATS
<p>Résultat 1. Un plan d'action sous régional permettant de réduire et/ou d'éliminer les impacts négatifs des modes de gouvernance et des politiques de gestion des ressources marines et côtières est élaboré et mis en œuvre</p> <p><i>Activité 1.1. Mettre en œuvre le plan d'action sous régional permettant de réduire les impacts négatifs des modes de gouvernance et des politiques de gestion des ressources marines et côtières sur la pauvreté et la sécurité alimentaire</i></p> <p><i>Activité 1.2. Mettre en place un Groupe de travail sous régional annuel de suivi de la gouvernance et de la cohérence entre les politiques de gestion des ressources marines et les stratégies de lutte contre la pauvreté</i></p>	<p>- Au moins 50 % des mesures identifiées dans le plan d'action sont mises en œuvre</p>
<p>Résultat 2. Des outils et des initiatives permettant une gestion durable des ressources marines et côtières dans l'écorégion WAMER sont mis en place</p> <p><i>Activité 2.1. Analyser les problèmes institutionnels et les insuffisances des législations des pêches et des AMP dans l'écorégion WAMER et appliquer les solutions identifiées</i></p> <p><i>Activité 2.2. Appuyer techniquement et financièrement le développement et la mise en œuvre de plans d'aménagement et de gestion de pêcheries surexploitées et/ou d'AMPs (Sénégal, Mauritanie, Gambie, Cap Vert, Guinée-Bissau et Sierra Leone)</i></p> <p><i>Activité 2.3. Evaluer l'efficacité de gestion des Aires Marines Protégées</i></p>	<p>- Au moins 4 outils / initiatives permettant une gestion durable des ressources marines et côtières sont mis en place avant la fin du projet</p>

<p><i>appuyées par le projet en Mauritanie, au Sénégal, en Gambie, au Cap Vert et en Guinée-Bissau et mettre en œuvre les mesures nécessaires pour améliorer leur gestion</i></p> <p><i>Activité 2.4. Mettre en place et soutenir un réseau sous régional de radios communautaires qui vulgarisent les meilleures pratiques de pêche</i></p> <p><i>Activité 2.5. Appuyer et/ou initier des actions visant à lutter contre la pêche illicite (INN)</i></p> <p><i>Activité 2.6. Mettre en place /renforcer, au niveau national et sous régional des cadres encourageant les différents acteurs à planifier et à mettre en œuvre leurs activités de manière conjointe</i></p> <p><i>Activité 2.7. Mettre en place et/ou appuyer des mécanismes de financement durable des AMP au Sénégal et en Guinée-Bissau</i></p>	
<p>Résultat 3. Les capacités de la Société Civile (ONGs, Organisations Professionnelles, réseaux de journalistes) et des parlementaires actifs dans la pêche et l'environnement à influencer les politiques sont renforcées</p> <p><i>Activité 3.1. Doter les réseaux d'ONGs, d'Organisations Professionnelles, de journalistes, des collectivités locales et des parlementaires actifs dans la pêche et l'environnement de moyens et d'outils permettant de mieux influencer les politiques (Mauritanie, Sénégal, Gambie, Cap Vert et Guinée-Bissau)</i></p> <p><i>Activité 3.2. Organiser des formations sur l'environnement et la lutte contre la pauvreté, suivies de campagnes médiatiques au niveau national menées par les participants (Mauritanie, Sénégal, Gambie, Cap Vert et Guinée)</i></p>	<p>- Au moins 5 mesures et/ou politiques favorables à la bonne gouvernance et à la réduction de la pauvreté identifiées par le projet comme prioritaires ont été adoptées grâce à des actions de la Société Civile et des parlementaires actifs dans la pêche et l'environnement avant la fin du projet</p>
<p>Résultat 4. Des activités génératrices de revenus et/ou de moyens de subsistance respectueux de l'environnement sont soutenues</p> <p><i>Activité 4.1. Créer et/ou appuyer techniquement et financièrement des mutuelles d'épargne et de crédit dans les 7 pays de l'écorégion WAMER en conformité avec les orientations de la CE en matière d'appui à la micro-finance</i></p> <p><i>Activité 4.2. Identifier les activités génératrices de revenus et/ou de moyens de subsistance, rentables et respectueux de l'environnement dans les 7 pays de l'écorégion WAMER</i></p> <p><i>Activité 4.3. Organiser des formations en entrepreneuriat pour les communautés côtières dans les 7 pays de l'écorégion WAMER</i></p> <p><i>Activité 4.4. Mettre en œuvre des activités génératrices de revenus et/ou de moyens de subsistance respectueuses de l'environnement dans les 7 pays de l'écorégion WAMER</i></p> <p><i>Activité 4.5. Instaurer un prix sous régional des initiatives innovatrices en matière de conservation de l'environnement et de création d'activités génératrices de revenus</i></p>	<p>- Des activités génératrices de revenus et/ou de moyens de subsistance, respectueux de l'environnement et rentables sont mis en place et/ou sont appuyés dans au moins 5 pays sur 7 avant la fin du projet</p> <p>- Au moins 60 % des bénéficiaires directs des activités génératrices de revenus sont des femmes ou des jeunes à la fin du projet</p>

En tant qu'agence d'exécution, le PNUD est responsable auprès de l'UE, de la gestion technique et financière du projet. Par conséquent, il veille au respect des engagements contractuels aux plans technique et financier.

Le PNUD jouera un rôle prépondérant dans la coordination du projet au niveau régional. De par les multiples appuis qu'il donne aux différents gouvernements de la Sous-région, le PNUD a établi des relations et un partenariat privilégiés avec les pays et les directions techniques concernées par le présent projet. Ceci facilitera la mise en place de cadres de coordination à la

fois des actions du projet proprement dit, mais également entre le projet et les autres initiatives en cours dans l'écorégion. Cette tâche de coordination régionale sera rendue aisée par le fait que le PNUD a une présence dans pratiquement tous les pays impliqués dans le projet et assure la fonction d'agence d'exécution des projets du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) en Afrique de l'Ouest. Le PNUD apportera son expertise dans la mise en œuvre des activités relatives à la sécurité alimentaire.

La mise en œuvre du projet impliquera des organismes de la société civile (WWF et l'ONG - Assainissement, Pêche, Tourisme et Environnement - APTE<sup>1</sup>) et les Equipes Nationales de Mise en œuvre (décrites plus bas). Une convention sera signée entre le PNUD et le WWF. Le WWF à son tour, signera des protocoles avec APTE et les Equipes Nationales de Mise en œuvre (ENM) du Projet. Une Unité de Coordination du Projet sera mise en place (UC). L'UC sera dirigée par un Coordonnateur sous régional qui sera épaulé par deux Chargés de Programme, un Responsable Administratif et Financier et un personnel d'appui.

Au niveau sous régional, les différents partenaires du PRCM (UICN, Wetlands International, Fondation International pour le Banc d'Arguin, la CSRP...), chacun suivant ses avantages comparatifs, seront impliqués dans la mise en œuvre des activités à travers des conventions et des protocoles. Une collaboration étroite sera établie avec l'UEMOA, la CEDEAO et la Commission Sous Régional des Pêches (CSRP).

Le projet sera doté d'un Comité de Pilotage chargé de définir et/ou d'approuver les grands axes de la politique du projet et de valider les Plans de Travail Annuels (PTA) et le budget y afférent ainsi que le rapport technique et financier de l'année écoulée.

La communication et la visibilité du projet seront organisées autour d'un plan de communication bien couplé aux activités de terrain qui sera développé au début du projet. Le suivi des performances se fera à deux niveaux : au niveau de la gestion globale du projet et au niveau de la mise en œuvre technique du projet (résultats attendus et activités).

## I. DESCRIPTION DES ACTIVITES DE DEMARRAGE

### 1.1. Activités et produits attendus

Les activités qui seront entreprises au cours de la phase de démarrage, ainsi que les produits attendus, les indicateurs et les moyens de vérification sont résumés dans le Tableau 1 qui permettra d'assurer un suivi efficace de la mise en œuvre de la phase de démarrage.

---

<sup>1</sup> ONG sous régionale basée au Sénégal

Tableau 1. Cadre de suivi des activités de la phase de démarrage

ACTIVITES	PRODUITS ATTENDUS	INDICATEURS	MOYENS DE VERIFICATION	ECHEANCE	
				Avril_ juin	Juil-Sept
<p><i>Activité 0.1.</i> Mettre en place et équiper les structures de coordination et de mise en œuvre du projet</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Coordonnateur technique du projet recruté</li> <li>- Coordonnateur administratif et financier recruté</li> <li>- Des équipements de base (bureaux, tables, armoires, ordinateurs...) achetés</li> <li>- Des réunions mensuelles de coordination de l'équipe de mise en œuvre du projet, tenues</li> <li>- Réunions de revue entre PNUD, EU et WWF tenues</li> <li>- Une réunion du Comité de pilotage tenue</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'équipe du projet est en place et est équipée avant la fin du 2<sup>ème</sup> mois</li> <li>- 6 réunions de coordination mensuelles sont tenues avant la fin de la phase de démarrage</li> <li>- 2 réunions de revue triparties PNUD, UE et WWF sont tenues avant la fin de la phase de démarrage</li> <li>- 1 Comité de Pilotage est tenu avant la fin de la phase de démarrage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- équipe en place</li> <li>- Rapport des réunions de coordination</li> <li>- Procès-verbaux des réunions de revue et du Comité de Pilotage</li> </ul>	<p>XXX</p> <p>XXX</p> <p>XXX</p> <p>XXX</p>	<p>XXX</p> <p>XXX</p> <p>XXX</p>
<p><i>Activité 0.2.</i> Organiser une concertation aux niveaux national et sous régional pour affiner la liste des partenaires et former les équipes nationales</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Liste détaillée des partenaires nationaux et sous régionaux impliqués dans la mise en œuvre du projet établie</li> <li>- Rôles et responsabilités de chaque partenaire définis</li> <li>- Des équipes nationales de mise en œuvre du projet constituées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les Equipes Nationales de Mise en œuvre sont constituées et opérationnelles avant la fin du 3<sup>ème</sup> mois</li> <li>- Des conventions de partenariat sont signées avec au moins 7 partenaires nationaux ou sous régionaux avant la fin de la phase de démarrage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Compte Rendus et rapports des équipes nationales</li> <li>- compte rendus des concertations avec les partenaires</li> <li>- Base de données des partenaires nationaux et sous-régionaux</li> </ul>	<p>XXX</p> <p>XXX</p>	

<p><i>Activité 0.3.</i> Mener une étude des impacts sur la pauvreté et la sécurité alimentaire des modes de gouvernance et des politiques de gestion des ressources vivantes marines et côtières</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Méthodologie et approche pour la conduite des études et des analyses destinées à assurer une cohérence au niveau national et sous régional définies</li> <li>- Interventions en cours dans la sous-région inventoriées</li> <li>- Synergies possibles et modalités de collaboration définies</li> <li>- Situation de référence de chacun des indicateurs figurant dans le cadre logique du projet établie</li> <li>- Document, identifiant et analysant les impacts sur la pauvreté et la sécurité alimentaire des modes de gouvernance et des politiques de gestion des ressources vivantes marines et côtières validé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etat de référence des indicateurs disponible avant la fin de la phase de démarrage</li> <li>- Une cartographie des interventions en cours dans la sous région est réalisée avant la fin de la phase de démarrage</li> <li>- Rapport d'étude disponible avant la fin du 3<sup>ème</sup> mois</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport de validation du document par les parties concernées</li> </ul>	<p>XXX</p>	<p>XXX</p> <p>XXX</p> <p>XXX</p> <p>XXXX</p>
<p><i>Activité 0.4.</i> Elaborer un plan d'action sous régional permettant de réduire les impacts négatifs des modes de gouvernance et des politiques de</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plan d'action sous régional basé sur une analyse participative au niveau national et sous régional validé</li> <li>- Plan de travail détaillé avec</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le plan d'action est validé avant la fin de la phase de démarrage</li> <li>- Un plan de travail détaillé de la première année est validé avant la fin de la phase de démarrage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Rapport de validation du plan sous-régional</li> <li>- Document du Plan de Travail de la première année validé</li> </ul>		



gestion des ressources marines et côtières sur la pauvreté et la sécurité alimentaire	budget de la première année validé				
<i>Activité 0.5.</i> Organiser un groupe de travail sous régional pour affiner le cadre logique, le budget, les stratégies et les arrangements institutionnels	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Cadre logique révisé avec des indicateurs quantifiables</li> <li>- Une description claire des liens institutionnels et des mécanismes d'ancrage au niveau national et sous régional établie</li> <li>- Des structures de gouvernance du projet aux niveaux national et sous régional (composition, règles et procédures) définies</li> <li>- Rôle des délégations de l'UE dans les structures de gouvernance du projet défini</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un cadre logique et des liens institutionnels clairs et des éléments de gouvernance du projet sont définis de manière participative avant la fin du projet</li> </ul>	Rapport du groupe de travail validé		<p>XXX</p> <p>XXXX</p> <p>XXX</p> <p>XXXX</p>

Pour le suivi de la phase de démarrage, les indicateurs qui seront suivis sont : le taux de réalisation des activités (nombre d'activités réalisées/nombre d'activités planifiées), le taux d'atteinte des indicateurs et ou/ des produits attendus (nombre d'indicateurs atteints/nombre d'indicateurs planifiés) et le taux d'exécution financière (montant dépensé/budget planifié).

Le suivi se fera lors des réunions mensuelles de coordination de l'équipe. De plus à la fin du premier trimestre, le PNUD et /ou l'UE organiseront une revue des réalisations. A la fin du 5<sup>ème</sup> mois, le PNUD organiseront une 2<sup>ème</sup> revue. Au terme de ces revues le Comité de Pilotage donnera les orientations et formulera les recommandations qui permettront d'augmenter les performances et les impacts du projet.

## 1.2. Description des Activités de la phase de démarrage

La succession des activités suit une logique dictée par la nécessité de disposer des résultats de certaines qui serviront d'inputs pour les autres. C'est ainsi qu'il est indispensable de mettre en place l'équipe du projet (Activité 1) avant son démarrage. Les concertations (activité 2) permettront de remobiliser les autorités et de mettre en place les équipes nationales qui participeront à l'étude des impacts (activité 3), dont les résultats sont indispensables pour élaborer le plan d'action sous régional (activité 4) qui est indispensable à l'affinement du cadre logique, du budget, des stratégies, des arrangements institutionnels et le plan de travail de la première année (activité 5).

### *Activité 01. Mettre en place et équiper les structures de coordination et de mise en œuvre du projet*

Il est indispensable qu'au démarrage du projet que le personnel et les équipements de base soient en place. Des annonces de vacances de postes seront publiées dans les journaux de la sous-région et dans des sites web. De même, ces annonces seront envoyées par emails à tous les partenaires du PNUD, du WWF, APTE et des délégations de l'UE impliquées en leur demandant de relayer l'information le plus largement possible. Le personnel de gestion de projet sera recruté en accordance avec les procédures du PNUD. Les autres membres de l'équipe provenant du PNUD, du WWF et de APTE seront mis à la disposition du projet dès le démarrage.

L'achat des équipements de base se fera en respectant les procédures du PNUD et les exigences de transparence de l'UE et du WWF.

Il est prévu chaque mois d'organiser une réunion de coordination regroupant l'équipe du projet. Une revue tripartite PNUD, CE et WWF sera réalisée à la fin du troisième mois pour examiner les progrès et définir les orientations futures du projet. A la fin du premier semestre, le Plan de Travail Annuel sera présenté au Comité de pilotage pour validation.

Les produits attendus de cette activité sont :

- Coordonnateur technique du projet recruté ;
- Coordonnateur administratif et financier recruté ;
- Des équipements de base (bureaux, tables, armoires, ordinateurs...) achetés ;
- 6 réunions mensuelles de coordination de l'équipe de mise en œuvre du projet, tenues ;
- 2 réunions de revue triparties PNUD, EU et WWF tenues ;
- 1 Comité de pilotage tenu.

### *Activité 02. Organiser une concertation aux niveaux national et sous régional pour affiner la liste des partenaires et former les équipes nationales*

Des équipes des organisations initiatrices de ce projet (PNUD, WWF et APTE) se rendront dans les pays pour discuter avec les autorités (pêche, environnement, finance) pour les informer et s'assurer du renouvellement de leur appui (tous les pays ont déjà envoyé des lettres de soutien du projet). Ce sera également l'occasion d'identifier les membres de l'équipe nationale de mise en œuvre et de former officiellement, en collaboration avec les dirigeants de leur structure, les

équipes nationales de mise en œuvre<sup>2</sup>. La même démarche d'information et de recherche de partenariat et d'appui sera effectuée auprès des institutions sous régionales (CEDEAO, UEMOA, CSRP...), des partenaires financiers et des autres projets et programmes actifs dans la sous région sur les sujets abordés par le projet.

Les produits attendus pour cette activité sont :

- Liste détaillée des partenaires nationaux et sous régionaux impliqués dans la mise en œuvre du projet établie ;
- Rôles et responsabilités de chaque partenaire définis ;
- Des équipes nationales de mise en œuvre du projet constituées.

*Activité 03. Mener une étude des impacts sur la pauvreté et la sécurité alimentaire des modes de gouvernance et des politiques de gestion des ressources vivantes marines et côtières*

Les modes de gouvernance et les choix politiques en matière de gestion des ressources naturelles ressources vivantes ont souvent des impacts importants (quelques fois insoupçonnés) sur la pauvreté et la sécurité alimentaire dans les pays de l'écorégion WAMER. L'activité vise à identifier les impacts, à formuler des recommandations pour éliminer/réduire les effets négatifs des modes de gouvernances et des politiques de gestion des ressources marines vivantes.

Comme dans le cas du Programme Pêche Commerce Environnement en Afrique de l'Ouest (PCEAO), que le WWF WAMER et ENDA ont conduit pendant six ans, dans chaque pays l'Equipe Nationale de Mise en œuvre du projet<sup>3</sup> va mener l'étude. Une étude de la littérature relative au sujet sera menée, couplée avec des entretiens avec les différents acteurs (Ministères en charge des pêches, de l'environnement, des finances, pêcheurs, communautés locales, ONGs, Organisations Professionnelles, collectivités locales/territoriales...). Ensuite, un groupe de travail national sera organisé pour partager avec l'ensemble des acteurs les résultats des recherches et recueillir leurs commentaires qui seront intégrés dans la version finale du document.

Cette étude sera menée dans les sept pays de l'écorégion. Un consultant sénior sera recruté pour coordonner les études nationales, apporter un appui méthodologique aux équipes nationales de mises en œuvre et réaliser une synthèse sous régionale.

Les produits attendus de cette activité sont :

- Méthodologies et approches pour la conduite des études et des analyses destinées à assurer une cohérence au niveau national et sous régional définies ;
- Interventions en cours dans la sous-région inventoriées ;
- Synergies possibles et modalités de collaboration définies ;
- Situation de référence de chacun des indicateurs figurant dans le cadre logique du projet établie ;

---

<sup>2</sup> Fall A. 2006. Gouvernance et corruption dans le domaine de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement au Sénégal. Forum Civil, Section Sénégalaise de Transparency International, 248 p.

<sup>3</sup> Les Equipes Nationales de Mise en œuvre sont constituées d'agents de l'Administration des pêches et de l'environnement, des ONGs, des Organisations Professionnelles et de la Recherche choisie sur la base de leur compétence et avec l'accord de leurs structures d'origine.

- Document, identifiant et analysant les impacts sur la pauvreté et la sécurité alimentaire des modes de gouvernance et des politiques de gestion des ressources vivantes marines et côtières validé.

*Activité 04. Elaborer un plan d'action sous régional permettant de réduire les impacts négatifs des modes de gouvernance et des politiques de gestion des ressources marines et côtières sur la pauvreté et la sécurité alimentaire*

Sur la base des résultats de l'activité 03, le consultant sénior recruté va proposer des plans d'action nationaux et un plan d'action sous régional. Ces plans d'action nationaux seront validés au niveau national au cours d'un atelier organisé par le Ministère en charge de la pêche et/ou de l'Environnement. Le plan d'action sous régional sera également validé lors d'un atelier sous régional impliquant des représentants des Ministères en charge de la pêche et/ou de l'Environnement de chacun des sept pays de l'écorégion, les communautés, les ONGs, les Organisations Professionnelles. Pour des soucis d'économie, la validation du plan d'action aura lieu lors du groupe de travail de l'activité 5.

Les produits attendus sont :

- Plan d'action sous régional basé sur une analyse participative au niveau national et sous régional validé ;
- Plan de travail détaillé avec budget de la première année validé.

*Activité 05. Organiser un groupe de travail sous régional pour affiner le cadre logique, le budget, les stratégies et les arrangements institutionnels*

Afin d'affiner le cadre logique, le budget, les stratégies et les arrangements institutionnels, un groupe de travail sous régional sera organisé. A cette rencontre participeront, pour chacun des pays impliqués, un représentant du Ministère en charge de la pêche, du Ministère en charge de l'environnement, le coordonnateur du comité de coordination des ONGs actives dans la pêche et l'environnement, de la délégation de l'UE. En plus seront présents des représentants de la CEDEAO, de l'UEMOA, de la CSRP, du PNUD, de APTE et du WWF. De même, les principaux bailleurs de fonds et les autres projets / programmes actifs dans le domaine et intervenant dans la sous-région seront invités.

Il s'agira d'un groupe de travail de trois jours qui discutera et donnera des recommandations sur :

- le cadre logique et surtout les indicateurs ;
- le plan de travail de la première année ;
- les liens institutionnels et les mécanismes d'encrage au niveau national et sous régional ;
- les structures de gouvernance du projet aux niveaux national et sous régional (composition, règles et procédures) ;
- le rôle des délégations de l'UE dans les structures de gouvernance du projet.

Cette activité aura pour avantage de renforcer l'appropriation du projet par les différents acteurs étatiques et non-étatiques et les institutions d'intégration économiques et d'harmonisation des politiques de la sous-région.

Les produits attendus de cette activité sont :

- Cadre logique révisé avec des indicateurs quantifiables ;
- Une description claire des liens institutionnels et des mécanismes d'ancrage au niveau national et sous régional établie ;
- Des structures de gouvernance du projet aux niveaux national et sous régional (composition, règles et procédures) définies ;
- Rôle des délégations de l'UE dans les structures de gouvernance du projet défini.

## II. DONNEES FINANCIERES.

### 2.1. Moyens et budget par activité de la phase démarrage

Objectifs spécifiques	ACTIVITES	PRODUITS ATTENDUS	INDICATEURS	DELAI DE MISE EN OEUVRE	Budget en CFA
Améliorer la gouvernance et de promouvoir l'adoption de bonnes pratiques en matière d'utilisation durable des ressources marines et côtières dans l'écorégion WAMER	<i>Activité 0.1.</i> Mettre en place et équiper les structures de coordination et de mise en œuvre du projet	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Coordonnateur technique du projet recruté</li> <li>- Coordonnateur administratif et financier recruté</li> <li>- Des équipements de base (bureaux, tables, armoires, ordinateurs...) achetés</li> <li>- Des réunions mensuelles de coordination de l'équipe de mise en œuvre du projet, tenues</li> <li>- Réunions de revue entre PNUD, EU et WWF tenues</li> <li>- Une réunion du Comité de pilotage tenue</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'équipe du projet est en place et est équipée avant la fin du 2<sup>ème</sup> mois</li> <li>- 6 réunions de coordination mensuelles sont tenues avant la fin de la phase de démarrage</li> <li>- 2 réunions de revue triparties PNUD, UE et WWF sont tenues avant la fin de la phase de démarrage</li> <li>- 1 Comité de Pilotage est tenu avant la fin de la phase de démarrage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Coordonnateur recruté en mars et en place en fin avril (WWF)</li> <li>• Equipement disponible fin avril excepté véhicules et ordinateurs (PNUD)</li> <li>• 2 réunions tripartites à tenir avant fin juin (PNUD)</li> <li>• Réunion du CP en mi-aout pour valider le PTA des 4 derniers mois de 2012 et le PTA de 2013.</li> </ul>	61 266 384
	<i>Activité 0.2.</i> Organiser une concertation aux niveaux national et sous régional pour affiner la liste des partenaires et former les équipes nationales	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Liste détaillée des partenaires nationaux et sous régionaux impliqués dans la mise en œuvre du projet établie</li> <li>- Rôles et responsabilités de chaque partenaire définis</li> <li>- Des équipes nationales de mise en œuvre du projet constituées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les Equipes Nationales de Mise en œuvre sont constituées et opérationnelles avant la fin du 3<sup>ème</sup> mois</li> <li>- Des conventions de partenariat sont signées avec au moins 7 partenaires nationaux ou sous régionaux avant la fin de la phase de démarrage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Equipes Nationales de Mise en Œuvre constituées et opérationnelles avant fin mai (WWF).</li> <li>• Conventions signées avant fin mai.</li> </ul>	81 896 231

	<p><i>Activité 0.3.</i> Mener une étude des impacts sur la pauvreté et la sécurité alimentaire des modes de gouvernance et des politiques de gestion des ressources vivantes marines et côtières</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Méthodologie et approche pour la conduite des études et des analyses destinées à assurer une cohérence au niveau national et sous régional définies</li> <li>- Interventions en cours dans la sous-région inventoriées</li> <li>- Synergies possibles et modalités de collaboration définies</li> <li>- Situation de référence de chacun des indicateurs figurant dans le cadre logique du projet établie</li> <li>- Document, identifiant et analysant les impacts sur la pauvreté et la sécurité alimentaire des modes de gouvernance et des politiques de gestion des ressources vivantes marines et côtières validé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etat de référence des indicateurs disponible avant la fin de la phase de démarrage</li> <li>- Une cartographie des interventions en cours dans la sous région est réalisée avant la fin de la phase de démarrage</li> <li>- Rapport d'étude disponible avant la fin du 3<sup>ème</sup> mois</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Etats de référence des indicateurs disponibles avant fin mai.</li> <li>• Cartographie disponible avant fin mai.</li> <li>• Rapport disponible avant fin juin.</li> </ul>	51 951 794
	<p><i>Activité 0.4.</i> Elaborer un plan d'action sous régional permettant de réduire les impacts négatifs des modes de gouvernance et des politiques de gestion des ressources marines et côtières sur la pauvreté et la sécurité alimentaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plan d'action sous régional basé sur une analyse participative au niveau national et sous régional validé</li> <li>- Plan de travail détaillé avec budget de la première année validé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le plan d'action est validé avant la fin de la phase de démarrage</li> <li>- Un plan de travail détaillé de la première année est validé avant la fin de la phase de démarrage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plan d'action validé avant fin aout</li> <li>• Plan de travail des 4 derniers mois de 2012 et PTA de 2013 validé avant fin aout</li> </ul>	16 464 521

	<p><i>Activité 0.5.</i> Organiser un groupe de travail sous régional pour affiner le cadre logique, le budget, les stratégies et les arrangements institutionnels</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Cadre logique révisé avec des indicateurs quantifiables</li> <li>- Une description claire des liens institutionnels et des mécanismes d'ancrage au niveau national et sous régional établie</li> <li>- Des structures de gouvernance du projet aux niveaux national et sous régional (composition, règles et procédures) définies</li> <li>- Rôle des délégations de l'UE dans les structures de gouvernance du projet défini</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un cadre logique et des liens institutionnels clairs et des éléments de gouvernance du projet sont définis de manière participative avant la fin du projet</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cadre Logique, liens institutionnels, structures de gouvernance validés avant fin aout 2012.</li> </ul>	<p>8 101 069</p>
--	---	---	--	--	------------------



## 2.2. Estimation par rubrique de dépenses et par source de financement (en F CFA)

ACTIVITES	DESCRIPTION	MONTANT EN CFA	FONDS UE	FONDS PNUD
<i>Activité 0.1.</i> Mettre en place et équiper les structures de coordination et de mise en œuvre du projet	Unité de Coordination technique	61 266 384	23 787 625	-
	Unité de Coordination administrative et financière		15 152 607	-
	- Des réunions mensuelles de coordination de l'équipe de mise en œuvre du projet, tenues		7 543 506	-
	- Réunions de revue entre PNUD, EU et WWF tenues			-
	- Une réunion du Comité de pilotage tenue			-
	Acquisition équipements de base et Fonctionnement bureau local		14 782 647	
<i>Activité 0.2.</i> Organiser une concertation aux niveaux national et sous régional pour affiner la liste des partenaires et former les équipes nationales	Identification des partenaires nationaux et sous régionaux impliqués dans la mise en œuvre du projet établie et définition des rôles et responsabilités de chaque partenaire	28 698 119	0	
	Constitution des équipes nationales de mise en œuvre du projet	51 820 603		
<i>Activité 0.3.</i> Mener une étude des impacts sur la pauvreté et la sécurité alimentaire des modes de gouvernance et des politiques de gestion des ressources vivantes marines et côtières	Méthodologie et approche pour la conduite des études et des analyses destinées à assurer une cohérence au niveau national et sous régional définies	51 951 794	27 484 594	24 467 200
	Interventions en cours dans la sous-			

	région inventoriées			
	Synergies possibles et modalités de collaboration définies			
	Situation de référence de chacun des indicateurs figurant dans le cadre logique du projet établie			
	Document, identifiant et analysant les impacts sur la pauvreté et la sécurité alimentaire des modes de gouvernance et des politiques de gestion des ressources vivantes marines et côtières validé			
<i>Activité 0.4.</i> Elaborer un plan d'action sous régional permettant de réduire les impacts négatifs des modes de gouvernance et des politiques de gestion des ressources marines et côtières sur la pauvreté et la sécurité alimentaire	- Plan d'action sous régional basé sur une analyse participative au niveau national et sous régional validé	16 464 521	16 464 521	0
	- Plan de travail détaillé avec budget de la première année validé			
<i>Activité 0.5.</i> Organiser un groupe de travail sous régional pour affiner le cadre logique, le budget, les stratégies et les arrangements institutionnels	Un cadre logique et des liens institutionnels clairs et des éléments de gouvernance du projet sont définis de manière participative avant la fin du projet	8 101 069	8 101 069	0